

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés¹. Au Mali, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de plus de 69 000 personnes déplacées internes (PDI)² dans la région de Mopti et plus de 80 000 réfugiés maliens au Burkina Faso et au Niger³ selon les données arrêtées au 31 octobre 2019. Ces déplacements intensifient les besoins humanitaires des populations hôtes et déplacées dans plusieurs secteurs: la protection, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau, hygiène et l'assainissement (EHA), les abris et biens non alimentaires (ABNA), la protection et l'éducation. Cependant, la situation sécuritaire délétère combinée à d'autres facteurs tels que le mauvais état des infrastructures, les limitations de circulation liées à l'état d'urgence déclaré dans les cercles frontaliers et les conditions géographiques difficiles limitent l'accès humanitaire⁴, d'où le déficit d'information important sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Afin de combler ces lacunes et d'informer la planification des interventions humanitaires, REACH a démarré un suivi des besoins humanitaires multisectoriels dans la zone frontalière, plus précisément dans les régions de Tillabéri (Niger), Mopti (Mali), Sahel et Centre-Nord (Burkina Faso)⁴. Cet aperçu de la situation présente les résultats du pilote de cette évaluation conduit dans la région de Mopti, au Mali, en novembre 2019.

Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau du cercle et de la région. Elles sont rapportées lorsqu'au moins 4,5% des localités du cercle ont été évaluées. Ce seuil sera élevé à 5% dans la phase post-pilote. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans les cercles de la région de Mopti. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Cette fiche présente les résultats de la collecte de données pilote ayant eu lieu entre le 11 et le 29 novembre 2019, dans la région de Mopti. 255 IC ont été consultés et 234 localités ont été évaluées au total. En parallèle, 8 groupes de discussion ont été réalisés dans la région de Mopti afin d'approfondir les informations relatives aux déplacements et aux besoins humanitaires multisectoriels⁵. La couverture actuelle de l'évaluation est limitée et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs. Sauf indication contraire, les pourcentages font référence à la proportion des localités évaluées par les IC dans la région de Mopti.

Couverture géographique

Carte des localités évaluées dans la région de Mopti

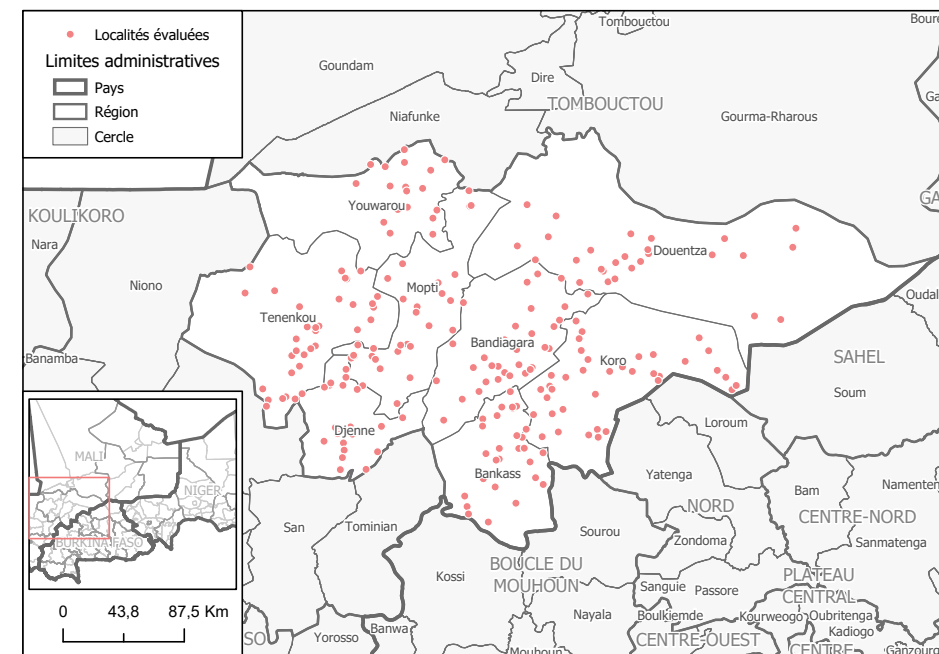


Tableau de couverture

Cercles évalués	# total de localités ⁶	# de localités évaluées	Couverture
Bandiagara	633	35	5,5%
Bankass	457	28	6,1%
Djenne	312	22	7,1%
Douentza	363	26	7,2%
Koro	500	36	7,2%
Mopti	397	32	8,1%
Tenenkou	370	32	8,6%
Youwarou	238	23	9,7%
Total région	3 270	234	7,2%

¹ REACH. *Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso*. Octobre 2019.

² *Matrice de suivi des déplacements (DTM)*, Direction Nationale du Développement Social (DNDS) et Organisation internationale pour les migrations (OIM). Mali - Rapport sur les mouvements de populations. Statistiques des personnes déplacées internes dans la région de Mopti. Octobre 2019.

³ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Chiffres du 31 octobre 2019. <https://data2.unhcr.org/en/situations/malisituation>.

⁴ La couverture géographique de cette évaluation est susceptible d'augmenter après la phase pilote (novembre-décembre 2019).

⁵ Les groupes de discussion ont été réalisés depuis Mopti (Ville) et à Koro (Ville) avec des IC et des populations déplacées qui ont rendu compte des dynamiques de déplacement et de la situation humanitaire dans les cercles de Bandiagara, Bankass, Koro et Tenenkou. Au total, 8 groupes de discussions ont été organisés dont 4 à Mopti (Ville) et 4 à Koro (Ville). Chaque groupe de discussion était constitué de 4 à 8 participants.

⁶ Base de données des localités du Mali diffusée sur la plateforme *Humanitarian Data Exchange*, Février 2015.

Résultat clés

Population et déplacements

- Dans la région de Mopti, la présence de PDI a été rapportée dans 48% des localités évaluées. Les IC citaient le même cercle comme origine et lieu d'accueil des PDI dans 91% de ces localités-ci.
- Les cercles les plus fréquemment cités comme lieux d'origine et d'accueil des PDI étaient Bandiagara, Koro, Bankass, Djenne et Douentza.

Sécurité alimentaire

- D'après les IC, dans 77% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois ayant précédé la collecte des données.
- D'après les IC, le manque d'accès à la nourriture en quantité suffisante affectait tous les cercles de la région de Mopti et paraissait essentiellement lié au manque d'accès sécurisé aux terres.

Moyens de subsistance

- Dans 83% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois ayant précédé la collecte des données.
- Le manque d'accès aux moyens de subsistance semblait principalement lié à l'insécurité, facteur restreignant l'accès aux zones permettant la pratique des activités agricoles, de pêche et de chasse.

EHA

- Les IC rapportaient ne pas avoir accès à un point d'eau amélioré dans 13% des localités évaluées au cours du mois ayant précédé la collecte de données.
- Sur la même période, les IC rapportaient que les populations avaient accès à des latrines dans 48% des localités.

ABNA

- Les besoins en abris concernaient davantage les PDI, avec moins d'une localité sur deux rapportant que ceux-ci vivaient dans des structures permanentes au cours du mois ayant précédé la collecte de données.
- Les cercles affectés par les flux d'arrivée des PDI étaient plus concernés par ces besoins.

Santé et nutrition

- Dans 41% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels au cours du mois précédant la collecte de données.
- Les facteurs explicatifs les plus fréquemment cités étaient l'insécurité sur la route et le manque d'infrastructures de santé accessibles à distance de marche.

Education

- Dans 67% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels au cours du mois précédant la collecte de données.
- L'insécurité et les attaques étaient rapportées comme principaux vecteurs du manque d'accès aux services éducatifs.

Protection

- Au cours du mois ayant précédé la collecte de données, le sentiment d'insécurité était généralisé à l'ensemble des cercles de la région de Mopti.
- Alors que les IC des localités évaluées des cercles de Douentza, Koro, Bandiagara recensaient plus d'incidents impliquant des civils, ceux de Tenenkou et de Youwarou rapportaient davantage d'actes de criminalité (pillages).

Communication

- Au cours du mois ayant précédé la collecte des données, les IC rapportaient que la majorité de la population avait des difficultés d'accès à l'information dans 46% des localités de la région de Mopti.
- Ces difficultés d'accès à l'information semblaient liées au contexte sécuritaire.

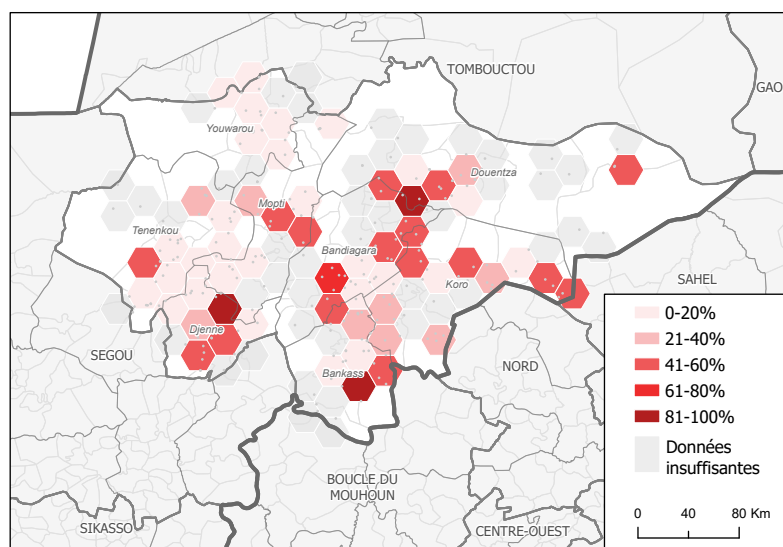
Assistance humanitaire

- Dans un contexte de manque d'accès aux moyens de subsistance et de forte insécurité, la sécurité alimentaire et la protection ont été rapportés comme secteurs d'intervention prioritaires dans la majorité des localités évaluées par les IC au cours du mois dernier.

Population et déplacements

Les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du dernier mois⁷ dans **11%** des localités. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Bandiagara (**38%**)¹¹ et plus faible dans le cercle de Djenne et de Tenenkou (**4%**)¹¹.

Pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient l'arrivée de PDI au cours des trois derniers mois :



- Au cours du mois ayant précédé la collecte des données, les IC rapportaient la présence de PDI dans 48% des localités évaluées, provenant essentiellement de la région de Mopti (99%). D'après les IC, les proportions des localités accueillant des réfugiés, des retournés et des rapatriés était plus faibles (respectivement 1%, 2% et 0,4% des localités évaluées).
- La présence de PDI était plus élevée dans les cercles de Bandiagara (80%)¹¹, Djenne (73%)¹¹, Koro (69%)¹¹ et de Bankass (57%)¹¹. La présence de réfugiés était rapportée uniquement dans les cercles de Douentza (4%)¹¹ et de Koro (3%)¹¹ et celle de retournés uniquement dans les cercles de Koro (6%)¹¹, Tenenkou (6%)¹¹ et de Youwarou (4%)¹¹.
- Les IC rapportaient également que les cercles d'origine de la majorité des PDI étaient Bandiagara, Djenne, Koro ou Bankass (75% des localités évaluées accueillant des PDI d'après les IC). Certains PDI des groupes de discussion ont rapporté avoir choisi en premier lieu des localités d'accueil proches de leur localité d'origine, afin de rester à proximité de leur famille et de leurs amis. Le départ vers d'autres régions (notamment Bamako) ou vers d'autres pays semblait plus définitif¹².
- Les trois raisons les plus souvent citées par les IC ayant incité la population à quitter sa localité d'origine étaient la violence dans la localité de départ (76%), le déplacement préventif (13%) et les tensions communautaires (11%). Dans les cercles où l'insécurité était forte et l'accès aux moyens de subsistance restreint, les participants aux groupes de discussion ont rapporté avoir tendance à partir vers des villes proches, perçues comme plus stables et avec un meilleur accès à l'emploi journalier¹².
- En comparaison, les trois principales raisons citées par les IC qui expliquaient qu'une partie de la communauté locale ne se soit pas encore déplacée au cours du mois dernier étaient que la plupart des gens ne voulait pas partir (50%), qu'elle avait peur de voyager (20%) et qu'elle n'avait aucune raison de partir (18%).
- La stabilisation du contexte semblait être la principale condition de retour des PDI dans leur localité d'origine¹². Selon un rapport DTM de septembre 2019, 82% des ménages déplacés dans la région de Mopti ont déclaré qu'ils rentreraient chez eux lorsque les contraintes au retour seront levées¹³.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes au cours du dernier mois⁸ :

Personnes non déplacées	100%
PDI	48%
Retournés ⁹	2%
Réfugiés ⁹	1%
Rapatriés	0%

5 principaux cercles¹⁰ d'origine et d'accueil des PDI, par proportion de localités dans lesquelles les IC rapportent la présence de PDI :

	Cercles d'origine	Cercles d'accueil
1	Bandiagara 26%	Bandiagara 25%
2	Djenne 23%	Koro 22%
3	Koro 15%	Bankass 14%
4	Bankass 12%	Djenne 14%
5	Douentza 12%	Douentza 12%

4 raisons les plus souvent citées par les IC ayant incité la population locale à quitter sa localité d'origine au cours du dernier mois⁸ :

Violence dans la localité de départ	74%
Déplacement préventif	12%
Tensions entre communautés	11%
Ne sait pas répondre	1%

4 raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer la présence de réfugiés dans les localités au cours du dernier mois⁸ :

Violence dans la localité de départ	100%
-------------------------------------	------

⁷ Dans tout cet aperçu, le dernier mois renvoie au mois ayant précédé la collecte de données.

⁸ Les IC avaient la possibilité de choisir toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

⁹ Les retournés sont des personnes déplacées dans leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine. Les rapatriés sont des personnes auparavant déplacées dans un pays autre que leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine.

¹⁰ Les cercles correspondent à l'unité administrative 2 au Mali (équivalente au département au Niger).

¹¹ En proportion des localités évaluées du cercle.

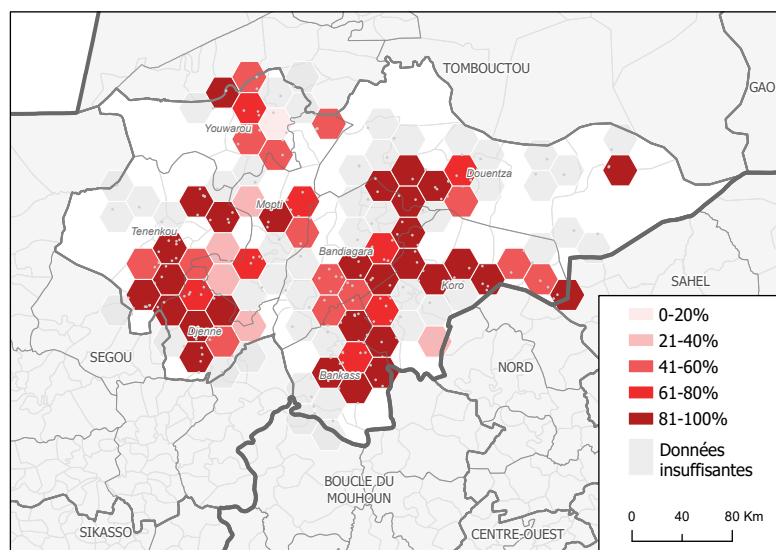
¹² Propos issus des groupes de discussion menés dans le cadre de la collecte de données 3 Frontières. Novembre 2019.

¹³ DTM, DNDI et OIM. Intentions de retour, Rapport DTM. Septembre 2019.

Sécurité alimentaire

Les IC ont rapporté que dans **77%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans les localités évaluées du cercle de Tenenkou (94%)¹¹ et plus faible dans le cercle de Mopti (53%)¹¹.

Proportion de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois :



Les IC qui rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans la localité évaluée citaient comme principale raison explicative l'accès non sécurisé aux terres (69%). Les deux autres raisons les plus fréquemment citées étaient le manque de pluie (8%) et le manque d'accès aux terres cultivables (7%). Le niveau de pluviométrie, en deçà des moyennes annuelles jusqu'en juillet 2019 puis supérieur entre août et octobre 2019, a pu perturber le cycle agricole dans certaines localités des cercles de Tenenkou et de Youwarou¹⁶. La problématique de l'accès aux terres cultivables semble refléter une réalité complexe mêlant différentes thématiques telles que le droit foncier, l'insécurité, les conflits communautaires et le réchauffement climatique¹⁷.

Dans la moitié des localités évaluées de la région de Mopti (50%), les IC rapportaient que la faim était modérée au cours du mois ayant précédé la collecte de donnée. Il existait toutefois des disparités importantes entre cercles, les IC des localités de Bandiagara (60%)¹¹, Koro (56%)¹¹, Djénne (55%)¹¹ et de Bankass (43%)¹¹ étant plus nombreux à signaler que la faim était sévère. Dans plus de 80% des localités de ces cercles, les IC identifiaient l'accès non sécurisé aux terres comme principal facteur explicatif de la sévérité de la faim.

Dans ce contexte, les IC rapportaient que dans 77% et respectivement 51% des localités évaluées, la majorité des personnes de plus de 24 mois, et des enfants de moins de 24 mois consommaient 2 repas par jour ou moins. Cette situation était plus marquée pour les cercles où la faim était rapportée comme plus sévère, et pour celui de Tenenkou.

Pour pallier le manque de nourriture, trois stratégies étaient majoritairement adoptées : consommer des aliments moins chers et moins appréciés (88%), diminuer les quantités consommées (80% des localités évaluées) ainsi que le nombre de repas par jour (70%)^{8,18}.

L'offre sur les marchés était globalement bonne à l'échelle régionale, en raison de l'arrivée des nouvelles récoltes et du déstockage saisonnier^{19,20}. Les IC rapportaient avoir accès à un marché fonctionnel à distance de marche dans 77% des localités évaluées. Ces derniers estimaient que les prix des céréales avaient augmenté dans 39% des localités évaluées. Les variations à la hausse semblaient toutefois localisées, les prix des céréales (hors riz importé) étant en baisse²⁰.

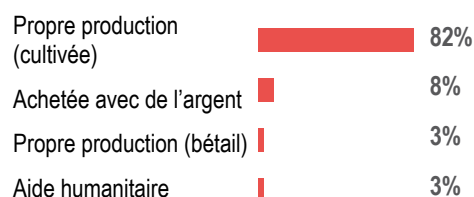
Proportion de localités évaluées par nombre de repas consommés par jour chez la majorité des enfants de 6 à 24 mois :



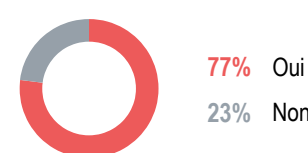
Proportion de localités évaluées par nombre de repas consommés par jour chez la majorité des personnes de plus de 24 mois :



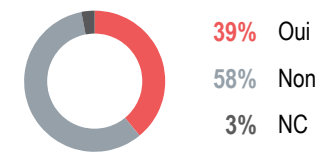
4 principales sources de nourriture les plus citées par les IC au cours du dernier mois⁸ :



Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté avoir accès à un marché à distance de marche¹³ au cours du dernier mois :



Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales¹⁵ au cours du dernier mois :



¹⁴ La distance de marche est laissée à la discrétion des informateurs clés.

¹⁵ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté avoir eu accès à un marché à distance de marche au cours du dernier mois.

¹⁶ WFP-VAL, CHIRPS/UCSB. Données pluviométriques désagrégées par cercle, Novembre 2019. Source : <https://dataviz.vam.wfp.org>

¹⁷ Cluster Sécurité Alimentaire, Mali : Analyse satellitaire des dynamiques de surfaces cultivées à Mopti, Décembre 2019.

¹⁸ Pourcentages calculés sur l'ensemble des IC des localités ayant répondu ne pas avoir accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois.

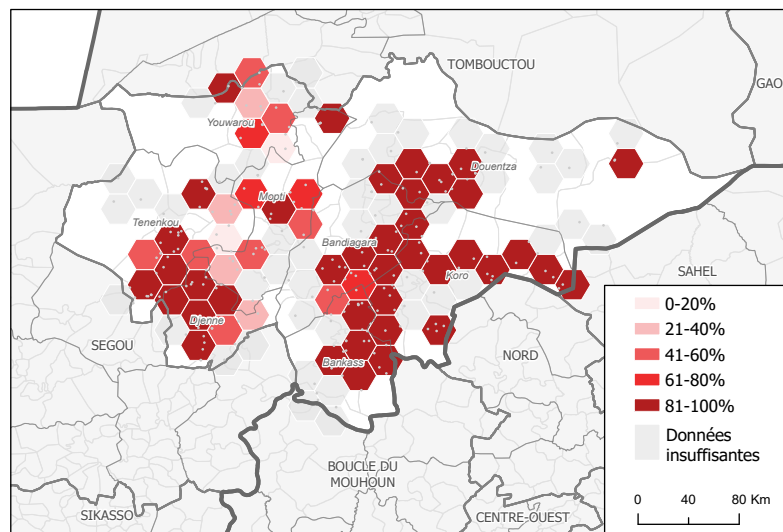
¹⁹ Programme alimentaire mondial (PAM). Bulletins marché. Septembre et décembre 2019.

²⁰ FEWS NET. Mali - Mise à jour sur la sécurité alimentaire ; Aperçu de la Sécurité alimentaire octobre 2019 à mai 2020. Décembre 2019.

Moyens de subsistance

Les IC ont rapporté que dans **83%** des localités évaluées, la majorité de la population éprouvait des difficultés d'accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Douentza (100%)¹¹ et plus faible dans le cercle de Mopti (56%)¹¹.

Pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité de la population éprouvait des difficultés d'accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois :



- D'après la dernière Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN), Mopti est une région très agricole avec 83% de ménages pratiquant des activités agricoles²². L'accès aux terres et aux espaces de pêche, de chasse et autres activités du secteur primaire constitue un moyen de subsistance essentiel pour ces ménages.
- Au cours du mois ayant précédé la collecte des données, les principales raisons citées pour lesquelles la majorité de la population éprouvait des difficultés d'accès à ses moyens de subsistance habituels étaient : les problèmes d'accès à des terres pour cultiver (66%), les problèmes d'accès aux cours d'eau pour pêcher (14%) et les problèmes d'accès à des terres pour faire paître le bétail (9%). L'insécurité et les conflits semblent avoir été le principal facteur de perturbation des activités d'agriculture (culture, élevage)¹². Si les périodes de crues ne sont pas propices aux activités de pêche²³, l'insécurité de certaines zones a également pu restreindre l'accès au fleuve Niger et autres points d'eau. L'insécurité et la basse saison de pêche ont pu avoir un impact important sur l'accès à la nourriture, au vu de l'importance des activités d'autoconsommation dans la région de Mopti.
- Les données soulignent un manque d'accès aux facteurs de production agricole. Les IC ont en effet rapporté que dans 54% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès aux terres cultivables. Cette situation était plus marquée dans les cercles de Koro (81%)¹¹, de Bandiagara (80%)¹¹ et de Bankass (79%)¹¹. Les participants aux groupes de discussion ont plus spécifiquement identifié des difficultés pour se rendre dans les champs éloignés des habitations ou situés en dehors des villes¹². Par ailleurs, les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès aux semences et aux outils dans respectivement 74% et 71% des localités évaluées de la région de Mopti.
- Si la récolte 2019 était moyenne à faible au niveau de la région de Mopti^{23,24}, l'insécurité persistante et les conflits pourraient perturber plus durablement les activités agricoles. En engendrant une diminution significative de la production sur la prochaine saison, certains cercles particulièrement concernés pourraient alors connaître des pertes importantes des revenus issus de la vente des surplus.

4 principales raisons pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois selon les IC^{8,21} :

Pas d'accès aux terres (cultures)		66%
Pas d'accès aux cours d'eau (pêche)		14%
Pas d'accès aux terres (bétail)		9%
Manque de transport		5%

Proportion de localités dans lesquelles les IC ont rapporté ne pas avoir eu accès aux éléments suivants au cours du dernier mois⁸ :

Terres cultivables		54%
Semences		74%
Matériel agricole		71%
Bétail		34%

4 principales activités de subsistance que la majorité de la population réalisait au cours du dernier mois selon les IC⁸ :

Agriculture (autoconsommation)		82%
Élevage de bétail		50%
Commerce		49%
Agriculture (vente)		37%

4 activités de subsistance les plus souvent citées comme ayant été perturbées en raison de la crise pour la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC^{8,21} :

Agriculture		67%
Élevage		63%
Chasse		51%
Pêche		24%

²¹ Cette question était adressée aux localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois.

²² INSTAT et ses partenaires sécurité alimentaire. Enquête Nationale sur la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) au Mali. Septembre 2019.

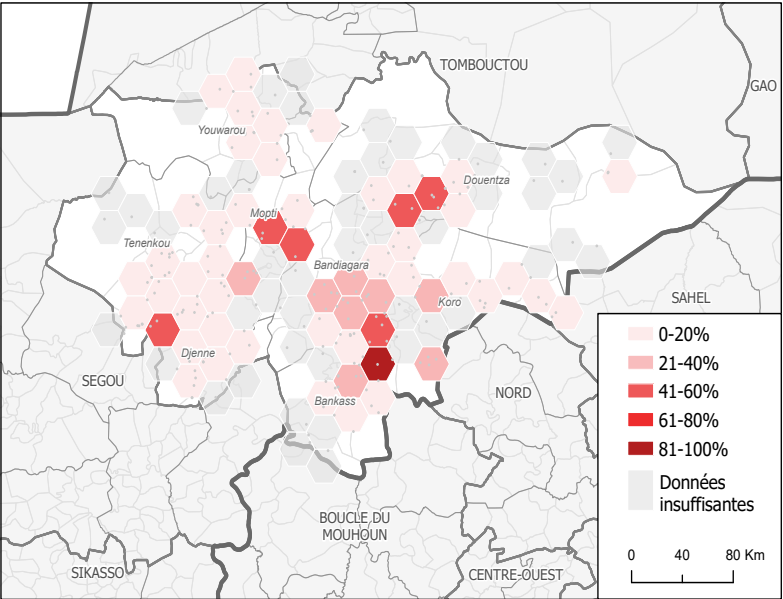
²³ FEWS NET. Mali - Aperçu de la sécurité alimentaire, octobre 2019 à mai 2020. Décembre 2019.

²⁴ Point sur la situation alimentaire au Sahel. Afrique Verte. Novembre 2019.

Abris et biens non alimentaires

Les IC ont rapporté que dans **59%** des localités évaluées, la majorité des PDI vivait au sein d'un abri précaire au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Djenne (**94%**)¹¹ et plus faible dans le cercle de Youwarou (**0%**)¹¹.

Pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité des PDI vivait au sein d'un abri précaire au cours du dernier mois :



- Au cours du mois ayant précédé la collecte de données, les IC rapportaient que dans 85% des localités évaluées la majorité de la population locale vivait dans des structures permanentes et que dans 8% des localités évaluées, elle vivait dans des structures en paille. La situation des PDI paraissait plus précaire : parmi les localités au sein desquelles les IC rapportaient la présence de PDI, ceux-ci indiquaient que les structures permanentes constituaient le principal type d'abri pour les PDI (41%), suivis des abris en paille (28%) et des bâtiments abandonnés (24%).
- Les IC rapportaient également que dans 23% des localités évaluées, des abris avaient été détruits au cours du mois précédant la collecte de données. Parmi ces localités, les principales causes des destructions citées étaient les conflits et les attaques (Bandiagara, Bankass, Douentza, Koro) ainsi que les inondations (Mopti, Djenne, Tenenkou, Youwarou). Quelques destructions par incendie ont été identifiées dans les localités du cercle de Koro.
- Les inondations étaient localisées dans les zones contiguës au fleuve Niger et liées aux fortes pluies et aux crues²⁶. Les zones inondées étaient également celles dans lesquelles les IC rapportaient qu'une proportion non négligeable de la population locale vivait dans des abris en paille. Pendant les périodes de crues, il est en effet fréquent de constater une augmentation des destructions des abris en banco. Des abris en paille sont alors construits dans des zones sèches en attendant le retrait des eaux le long des berges¹².
- Les trois matériaux de construction les plus cités comme étant non disponibles pour la majorité de la population des localités évaluées au cours du dernier mois étaient le bois de construction (76%), la tôle ondulée (57%) et le poteau (52%).
- Les trois biens non alimentaires les plus cités comme étant non disponibles pour la majorité de la population étaient la moustiquaire (76%), la couverture (73%) et la casserole (56%). En général, les articles ménagers et de la vie courante (ustensiles, vaisselle, bidon) semblaient les moins accessibles¹².

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la destruction des abris au cours du dernier mois :



23% Oui
77% Non

4 principales raisons expliquant la destruction des abris au cours du dernier mois selon les IC²⁵ :

Attaques/combats	55%
Inondations	43%
incendies	2%

4 matériaux de construction les plus cités comme étant non disponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC⁸ :

Bois de construction	76%
Tôle ondulée	57%
Poteau	52%
Bâche de plastique	24%

4 biens non alimentaires les plus cités comme étant non disponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC⁸ :

Moustiquaire	76%
Couverture	73%
Casserole	56%
Natte	54%

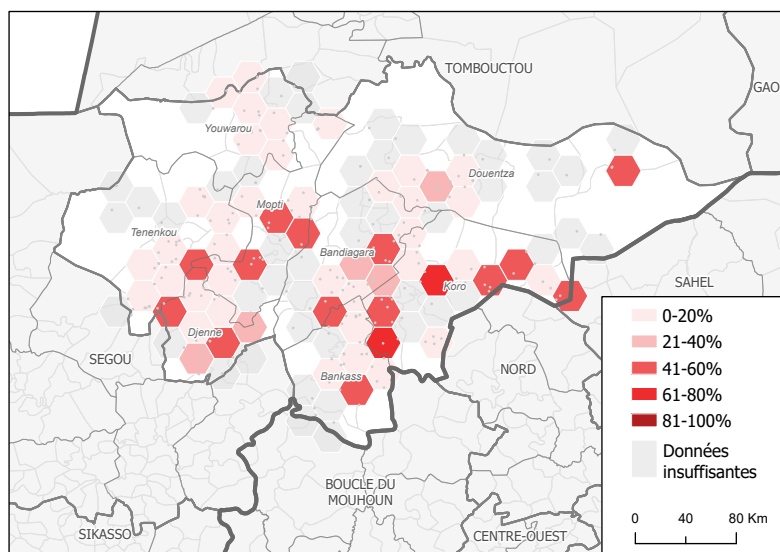
²⁵ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté une destruction des abris au cours du dernier mois.

²⁶ World Health Organization - Regional Office for Africa. Weekly bulletin on outbreaks and other emergencies. Week 38 : 16 - 22 September 2019. September 2019.

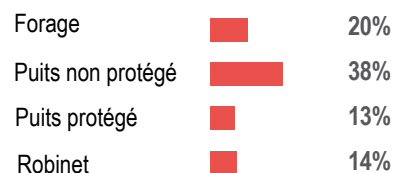
Eau, hygiène et assainissement

Les IC ont rapporté que dans **13%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré²⁷ à distance de marche¹³ au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Koro (**28%**)¹¹ et plus faible dans le cercle de Youwarou (**0%**)¹¹.

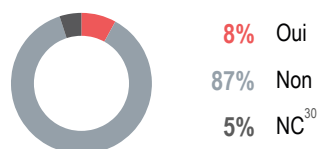
Proportion de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré à distance de marche au cours du dernier mois :



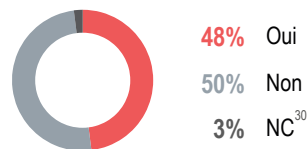
4 principales sources d'eau de boisson par proportion de localités selon les IC⁸ :



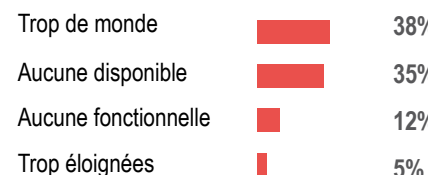
Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que des personnes n'avaient pas pu atteindre leur point d'eau préféré pour des raisons de sécurité au cours du dernier mois²⁸ :



Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait utilisé des latrines au cours du dernier mois :



4 principales raisons pour lesquelles une partie de la population n'utilisait pas de latrines au cours du dernier mois selon les IC^{8,29} :



4 principales méthodes de lavage des mains les plus utilisées au cours du dernier mois selon les IC⁸ :



²⁷ Les forages, mini AEP, bornes fontaines, robinets et puits protégés sont considérés comme des points d'eau améliorés, définis comme les points d'eau ayant le potentiel de fournir une eau propre à la consommation du fait de leur conception ou construction (définition élaborée à partir du site <http://washdata.org/monitoring/drinking-water/>)
²⁸ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré à distance de marche au cours du dernier mois.

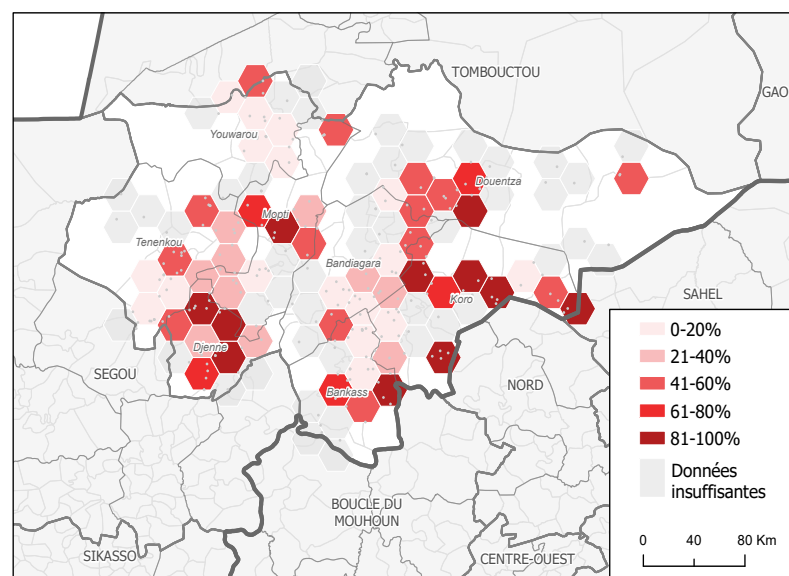
²⁹ Pourcentage calculé sur le total ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des latrines au cours du dernier mois.

³⁰ Pas de consensus.

Santé et nutrition

Les IC ont rapporté que dans **41%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche³¹ au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Djenné (**64%**)¹¹ et plus faible dans le département de Youwarou (**13%**)¹¹.

Pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois :



4 principales barrières à l'accès aux services de santé au cours du dernier mois selon les IC³¹ :

Insécurité trop forte		66%
Infrastructures inexistantes		20%
Médicaments non disponibles		3%
Infrastructure éloignées		2%

4 principaux problèmes de santé ayant affecté une majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC⁸ :

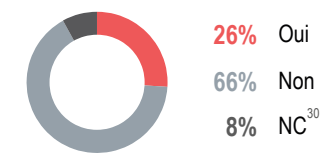
Paludisme		77%
Malnutrition		7%
Fièvre		6%
Blessure		3%

- Au cours du mois ayant précédé la collecte de donnée, la principale barrière à l'accès aux services de santé était la trop forte insécurité dans la zone, rapportée par les IC dans 66% des localités évaluées. Venaient ensuite le manque d'infrastructures à proximité (20%) et de disponibilité des médicaments (3%).
- Dans les localités évaluées des cercles de Djenné et Mopti, en plus d'une forte insécurité contraignant les déplacements et l'accès aux services de santé, l'absence d'offre des services de santé (médicaments, matériels, infrastructures, personnel de santé) semblait plus prononcée que dans les localités évaluées des autres cercles.
- D'après les IC, dans 77% des localités évaluées, le principal problème de santé durant le mois précédent la collecte des données était le paludisme. Par ailleurs, les IC rapportaient des problèmes de malnutrition dans 23% des localités évaluées du cercle de Djenné. C'est également dans ce cercle que la proportion de localités au sein desquelles les adultes restreignaient les quantités consommées pour permettre aux plus jeunes de manger davantage était la plus importante (72%)¹¹.
- Sur cette même période, une hausse de la mortalité était rapportée dans 23% des localités évaluées, en lien avec le paludisme dans 61% des cas. Le profil épidémiologique au Mali dépend du profil géo-climatique de chaque zone, avec une transmission généralement plus intense lors de la saison pluvieuse, en dehors des centres urbains et dans les zones proches des fleuves³³. La région de Mopti présente donc les caractéristiques d'une zone de forte transmission du paludisme, et plus spécifiquement pour la période d'août à octobre.
- En dehors de cette maladie, les attaques semblent avoir eu un impact fort dans certains cercles : dans 75% des localités évaluées des cercles de Bankass et de Douentza, les IC rapportaient une hausse de la mortalité en lien avec une augmentation des conflits armés.
- Les IC rapportaient la présence de programmes nutritionnels dans seulement 26% des localités évaluées. Il est intéressant de noter que dans 8% des localités évaluées, les IC ne savaient pas répondre à la question, ce qui peut souligner un manque d'accès à l'information.

4 principales causes de la hausse du nombre de décès au cours du dernier mois selon les IC³² :

Paludisme		61%
Conflit		35%
Malnutrition		2%
NC ³⁰		2%

Proportion de localités évaluées dans laquelle les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche au cours du dernier mois :



³¹ Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois.

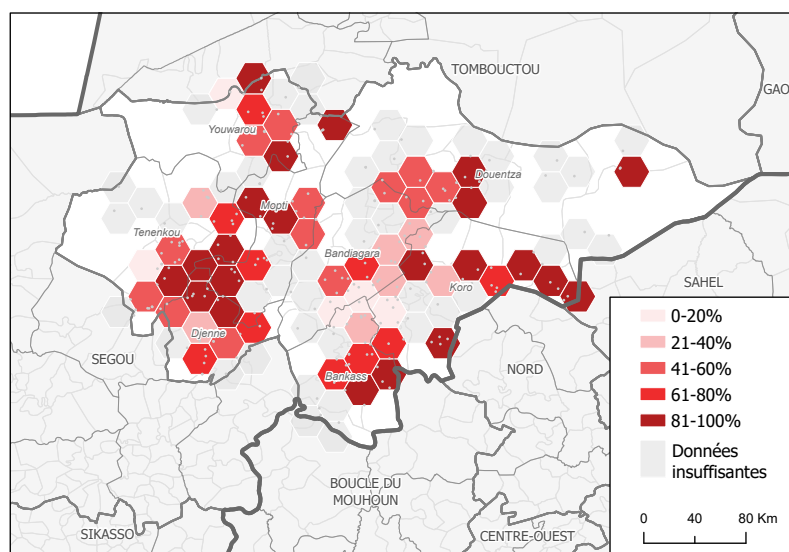
³² Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté une hausse du nombre de décès au cours du dernier mois.

³³ Programme de lutte nationale contre le paludisme. Ministère de la Santé.

Education

Les IC ont rapporté que dans **67%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹³ au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Douentza (**85%**)¹¹ et plus faible dans le cercle de Bandiagara (**46%**)¹¹.

Pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois :



Proportion de localités évaluées en fonction de la proportion de filles de 6-17 ans scolarisées et suivant les cours durant le dernier mois selon les IC :

Plus de la moitié	■	13%
La moitié	■	7%
Moins de la moitié	■	11%
Personne	■	67%

4 raisons les plus citées par les IC pour lesquelles les filles n'étaient pas scolarisées ou ne suivaient pas les cours régulièrement au cours du dernier mois^{8,34} :

La zone est trop dangereuse	■	22%
Les enfants doivent travailler à la maison	■	21%
Les filles ne sont pas supposées aller à l'école	■	13%
Mariage précoce / forcé	■	13%

- Des difficultés d'accès aux services d'éducation étaient rapportées dans tous les cercles de la région de Mopti au cours du mois ayant précédé la collecte de données.
- Dans 51% des localités évaluées, les IC rapportant que la majorité de la population n'avait pas accès aux services éducatifs à distance de marche citaient les problèmes sécuritaires comme principal facteur explicatif. Plus spécifiquement, pour le mois d'octobre 2019, de nombreuses attaques ciblant les écoles ont été rapportées dans la région de Mopti³⁶. L'insécurité et la présence de groupes armés semblaient affecter l'offre éducative sous ses différentes formes¹².
- D'après les IC, la moitié des filles et plus ne suivaient pas les cours régulièrement au cours du mois dernier dans 85% des localités évaluées. Dans les localités au sein desquelles les services éducatifs étaient présents, les causes qui expliquaient que les filles n'allaient pas à l'école malgré la disponibilité des services étaient la dangerosité de la zone (22%) et le fait que les filles devaient travailler à la maison (21%).
- En comparaison, sur cette même période, les IC rapportaient que la moitié des garçons et plus ne suivaient pas les cours régulièrement dans 81% des localités évaluées. Parmi les localités au sein desquelles les services éducatifs étaient indiqués comme présents, la principale cause expliquant que les garçons n'allaient pas à l'école était le fait que ceux-ci devaient travailler en dehors de la maison (champs, magasins, bétails) (36%). Durant les périodes de récolte, de septembre à novembre pour le mil, le maïs et la sorgho³⁷ il est en effet fréquent que les parents sollicitent l'aide des enfants aux champs¹². La seconde cause la plus souvent citée était l'impossibilité pour les parents de payer les frais d'inscription (21%). La dangerosité de la zone était la troisième raison la plus souvent citée (19%).

Proportion de localités évaluées en fonction de la proportion de garçons de 6-17 ans scolarisés et suivant les cours durant le dernier mois selon les IC :

Plus de la moitié	■	18%
La moitié	■	5%
Moins de la moitié	■	9%
Personne	■	67%

4 raisons les plus citées par les IC pour lesquelles les garçons n'étaient pas scolarisés ou ne suivaient pas les cours régulièrement au cours du dernier mois^{8,35} :

Les enfants doivent travailler hors de la maison	■	36%
Les parents ne peuvent pas payer l'inscription	■	21%
La zone est trop dangereuse	■	19%
Ne sait pas répondre	■	5%

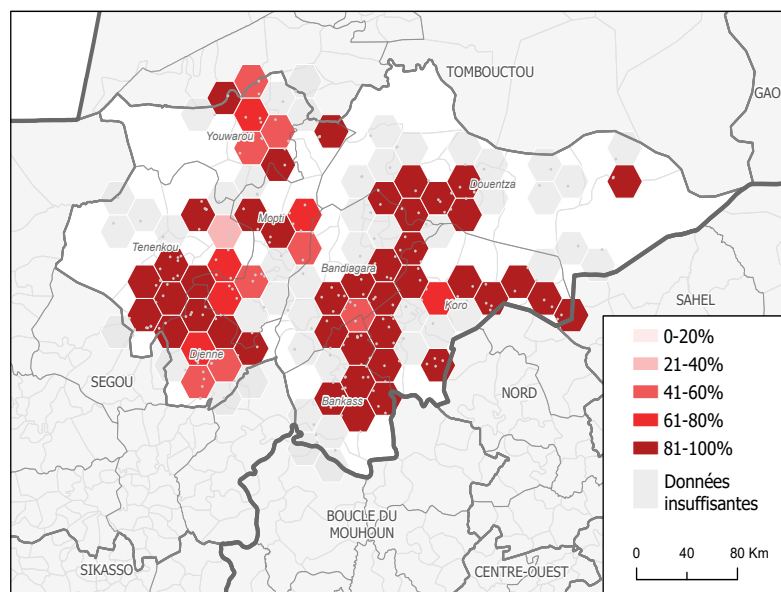
³⁴ Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté qu'au moins une partie des filles de 6-17 ans n'était pas scolarisée ou ne suivait pas les cours régulièrement au cours du dernier mois.
³⁵ Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté qu'au moins une partie des garçons de 6-17 ans n'était pas scolarisée ou ne suivait pas les cours régulièrement au cours du dernier mois.

³⁶ UNHCR. Rapports mensuels de monitoring de Protection. Septembre et Octobre 2019
³⁷ FAO/GIEWS, FEWS NET. Mali, calendrier des récoltes. Données Pays 2019.

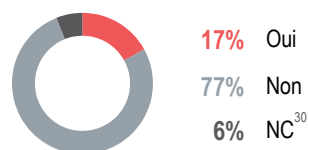
Protection

Les IC ont rapporté que dans **88%** des localités évaluées, la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité la plupart du temps au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Douentza (**100%**)¹¹ et plus faible dans le cercle de Youwarou (**65%**)¹¹.

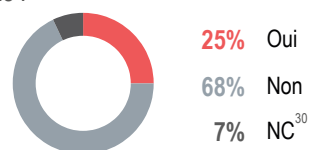
Pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité la plupart du temps au cours du dernier mois :



Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents au cours desquels des maisons ont été pillées au cours du dernier mois :



Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du dernier mois :



- D'après le suivi de la situation sécuritaire réalisé par le Cluster Protection, la région de Mopti a été particulièrement touchée par une augmentation des incidents sécuritaires entre septembre et novembre 2019³⁸.
- Dans les cercles de Bandiagara, de Bankass, de Douentza et de Koro, les IC rapportaient que la majorité de la population ne s'était pas sentie en sécurité dans plus de 90% des localités évaluées. La situation sécuritaire de ces zones a été marquée par la montée de la criminalité et des tensions communautaires au cours de cette période³⁸. La proportion des localités au sein desquelles les IC rapportaient des incidents impliquant des civils était au demeurant plus élevée dans les cercles de Douentza (35%)¹¹, de Koro (44%)¹¹, et de Bandiagara (29%)¹¹.
- En comparaison, la proportion de localités dans lesquelles les IC rapportaient des incidents impliquant des civils était plus faible dans les cercles de Djenné (0%)¹¹, de Mopti (9%)¹¹, de Youwarou (26%)¹¹ et de Tenenkou (31%)¹¹. La présence d'un groupe armé non étatique au sein de ces cercles pourrait expliquer un moindre nombre d'attaques armées³⁹. Les proportions plus élevées de Youwarou et de Tenenkou peuvent avoir pour origine une plus forte criminalité, comme le suggère la proportion plus élevée de localités au sein desquelles les IC ont rapporté des incidents de pillage (Tenenkou (34%)¹¹ ; Youwarou (17%)¹¹).
- Dans ce contexte, la principale préoccupation était la violence par un groupe armé pour les hommes (44%) et pour les femmes (35%). Le cercle de Djenné se démarquait des autres cercles par une proportion élevée d'IC rapportant les violences domestiques comme principale préoccupation des femmes (32%). Par ailleurs, pour les filles, la préoccupation « violence par un groupe armé » (15%) arrivait derrière « enlèvement » (16%), et juste devant « mariages forcés » (14%). Pour ces dernières, la crainte d'un enlèvement semblait être plus forte dans les cercles de Bandiagara (29%) et Koro (28%). Enfin, pour les garçons, les violences par un groupe armé (21%), le recrutement forcé (16%) et les enlèvements (15%) étaient les principales préoccupations rapportées.
- D'après les IC, les relations entre PDI et communauté locale étaient bonnes ou neutres dans 79% des localités ayant reporté la présence de PDI. Les deux cercles au sein desquels les relations semblaient les plus fragiles étaient Bankass (25%)¹¹ et Douentza (23%)¹¹.

3 préoccupations principales rapportées par les IC au cours du dernier mois, pour chaque groupe démographique, par pourcentage de localités⁸ :

	1	2	3
Femmes	Violence par un groupe armé	Violence sexuelle	Mariage forcé/précoce
Filles	Enlèvement	Violence par un groupe armé	Mariage forcé/précoce
Hommes	Violence par un groupe armé	Assassinat/blessures	Non communiqué ⁴¹
Garçons	Violence par un groupe armé	Arrestations arbitraires	Enlèvement

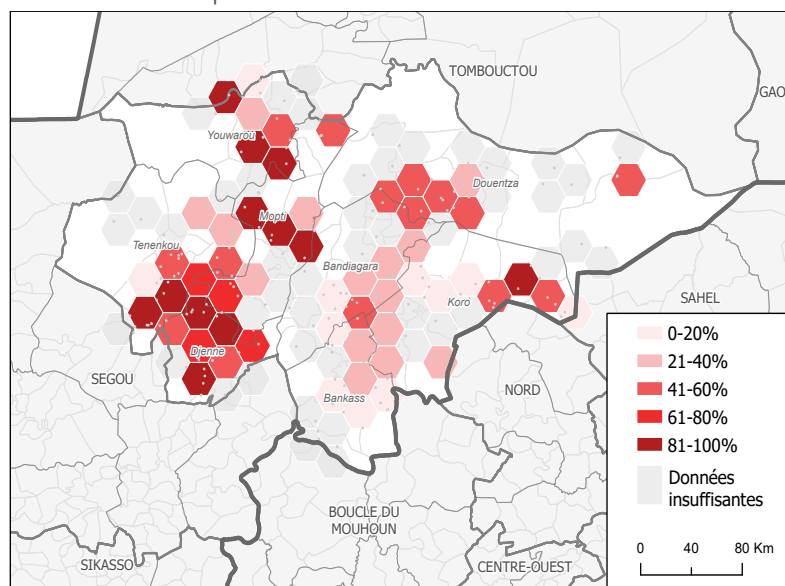
³⁸ UNHCR. Rapports mensuels de monitoring de Protection. Septembre et octobre 2019

³⁹ Analyse satellitaire des dynamiques de surfaces cultivées à Mopti. Cluster Sécurité Alimentaire. Décembre 2019.

Communication

Les IC ont rapporté que dans **46%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'informations sur l'assistance humanitaire au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le cercle de Djenné (**77%**)¹¹ et plus faible dans le cercle de Bankass (**21%**)¹¹.

Pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC rapportaient que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du dernier mois :



- Au cours du mois ayant précédé la collecte des données, les IC rapportaient que la majorité de la population avait des difficultés d'accès à l'information dans 46% des localités évaluées de la région de Mopti. Ces difficultés étaient liées à la situation sécuritaire dans 52% des localités évaluées. A Tenenkou (16% et 16%¹¹) et Youwarou (29% et 36%¹¹), le manque d'accès au réseau mobile et le manque d'accès aux services d'électricité étaient également rapportés comme facteurs explicatifs.
- D'après les IC, les appels téléphoniques constituaient la principale source d'accès à l'information (64%). Les populations des cercles de Tenenkou (72%¹¹) et de Youwarou (83%¹¹) semblaient utiliser davantage la radio comme moyen d'information, en lien avec un accès limité aux infrastructures d'électricité et à une couverture mobile irrégulière sur ces zones.
- Ainsi, les IC donnaient comme principaux pourvoyeurs d'information les amis et la famille (55%). Les leaders communautaires et les chauffeurs de moyens de transports étaient davantage cités comme principaux fournisseurs d'information pour les cercles de Tenenkou (44% et 38%¹¹) et de Youwarou (30% et 30%¹¹).
- Parmi les localités dans lesquelles les IC identifiaient des difficultés d'accès à l'information, des besoins d'accès à l'information sur l'aide humanitaire étaient relevés dans 50% des cas. Cette proportion était plus élevée dans la région de Douentza (92%¹¹) et plus faible dans la région de Tenenkou (21%¹¹).

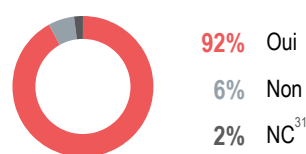
4 principales raisons expliquant l'accès limité aux informations sur l'assistance humanitaire au cours du dernier mois selon les IC⁴⁰ :

Insécurité	52%
Pas de crédit téléphonique	12%
Pas de réseau mobile	11%
Pas d'électricité	8%

4 principales sources d'information utilisées par la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC⁸ :

Téléphone	64%
Radio	26%
Télévision	3%
NC ³¹	3%

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que le réseau mobile était disponible au cours du dernier mois :



4 principaux pourvoyeurs d'informations générales pour la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC⁸ :

Amis/familles	55%
Leaders communautaires	27%
Transporteurs	8%
Autorités locales	4%

4 principaux types d'information jugés plus utiles pour la population au cours du dernier mois selon les IC⁸ :

Accès à l'aide humanitaire	50%
Situation de la famille	17%
Restrictions de mouvement	11%
Procédures administratives	5%

⁴⁰ Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du dernier mois.

Assistance humanitaire

Les IC ont rapporté que dans **50%** des localités évaluées, la majorité de la population aurait surtout besoin d'assistance alimentaire, et ensuite d'une assistance en protection (**25%**). Cette proportion en besoin d'assistance alimentaire est plus élevée dans le cercle de Tenenkou (**69%**)¹¹ et plus faible dans le cercle de Mopti (**34%**)¹¹.

Secteurs d'intervention humanitaire prioritaires dont la population avait besoin par cercle d'après les IC, par proportion de localités évaluées :

Cercles	Sécurité alimentaire	Moyens de subsistance	EHA	Santé	BNA	Abris	Protection	Education	Communication	Nutrition
Bandiagara	57%	0%	0%	11%	0%	0%	26%	3%	0%	0%
Bankass	57%	0%	4%	0%	0%	0%	36%	4%	0%	0%
Djenne	55%	5%	5%	5%	0%	0%	14%	0%	0%	9%
Douentza	38%	8%	8%	0%	0%	0%	50%	0%	0%	0%
Koro	47%	0%	0%	11%	0%	0%	36%	6%	0%	0%
Mopti	34%	3%	3%	31%	0%	0%	13%	9%	0%	0%
Tenenkou	69%	0%	3%	3%	0%	0%	9%	3%	3%	0%
Youwarou	39%	0%	9%	17%	0%	0%	13%	13%	0%	0%

- Dans l'enquête, les IC sont interrogés sur le secteur qui, selon eux, est prioritaire dans leur localité. Un seul choix de réponse est disponible. Cet indicateur ne rend donc pas compte du caractère multidimensionnel des besoins pour la région de Mopti.
- Les besoins d'assistance en sécurité alimentaire étaient élevés au cours du dernier mois, en lien avec des difficultés d'accès aux moyens de subsistance, à savoir, les terres (cultures, élevage), les zones de pêche et de chasse. Les activités vivrières et à destination de la vente en étaient perturbées, avec des répercussions sur l'accès à la nourriture.
- Des IC ont également cité la protection comme secteur d'intervention prioritaire pour leur localité, notamment dans le cercle de Douentza (50% des localités évaluées du cercle). En parallèle, les IC des localités de ce cercle rapportaient de nombreux incidents de sécurité.
- Dans le cercle de Youwarou, les besoins prioritaires signalés étaient plus répartis entre les besoins en sécurité alimentaire (39%)¹¹, en santé (17%)¹¹, en protection (13%)¹¹, en éducation (13%)¹¹ et en EHA (9%)¹¹.
- Dans le cercle de Mopti, les besoins en santé (31%)¹¹ étaient aussi fréquemment cités que les besoins en sécurité alimentaire (34%)¹¹.

Informations additionnelles

En plus de cet aperçu de la population, les autres produits relatifs à ce suivi qui ont été publiés sont les suivants :

- [REACH. Rapport. Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019.](#)
- [REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Niger. Région de Tillabéri. Novembre 2019.](#)
- [REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Mali. Région de Mopti. Novembre 2019.](#)
- [REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Burkina Faso. Région du Sahel. Novembre 2019.](#)
- [REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Burkina Faso. Région du Centre-Nord. Novembre 2019.](#)
- [REACH. Aperçu de la situation. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Niger. Novembre 2019.](#)
- [REACH. Aperçu de la situation. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Mali. Novembre 2019.](#)
- [REACH. Aperçu de la situation. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Burkina Faso. Novembre 2019.](#)
- [REACH. Aperçu de la situation. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Région du Sahel. Novembre 2019.](#)